

La politique de certification professionnelle : actualités et repères



DGEFP

S/direction des politiques de formation et du contrôle
Mission des politiques de certification professionnelle

Journée de certification du 19 novembre 2024

Françoise PEYRE-TEKKOUK - chargée de mission certifications professionnelles





1. Une politique en constante évolution

2. Une politique dynamique en constante évolution

Evolution du cadre national des certifications professionnelles

introduite par *l'article 31 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel*

✓ Clarification du cadre réglementaire

2. Une politique dynamique en constante évolution

✓ De nouvelles commissions professionnelles consultatives

Le Décret n° 2019-958 du 13 septembre 2019 institue

11 commissions professionnelles consultatives
chargées d'examiner **les projets de création, de révision**
ou de suppression de diplômes et titres à finalité
professionnelle délivrés au nom de l'État.

2. Une politique dynamique en constante évolution

- Les CPC examinent et rendent **un avis conforme sur les projets de création, les révisions et suppressions** des certifications et de leurs référentiels.
- Une **nouvelle approche** visant une **lisibilité accrue des certifications** ainsi que leur **meilleure concordance avec les besoins des entreprises**.
- **Les membres des CPC sont nommés pour cinq ans** par arrêté du ministre chargé de l'organisation matérielle et administrative de la CPC.
- **Le poids des partenaires sociaux est renforcé.**
- Le cadre législatif a **resserré cette composition à 16 membres**.

2. Une politique dynamique en constante évolution

✓ La certification professionnelle a été remodelée

- Notion de bloc de compétence
- Les articles *L. 6113-1*, l'article *R. 6113-9* du décret du 18 décembre précité, fixent la cohérence des blocs de compétences comme critère d'enregistrement au RNCP.
 - Un accès modulaire et progressif à la certification
 - Une logique de filière
 - Une optique d'employabilité



2. Les titres professionnels du ministère du travail dans le paysage des certifications

2. Les titres professionnels du ministère du travail dans le paysage des certifications

➤ Qu'est-ce qu'un titre professionnel ?

Un titre professionnel est **une certification professionnelle** qui permet d'acquérir **des compétences professionnelles spécifiques** et favorise **l'accès à l'emploi ou l'évolution professionnelle** de son titulaire.

Il atteste de la maîtrise **des compétences, aptitudes et connaissances** permettant **l'exercice d'un métier.**

2. Les titres professionnels du ministère du travail dans le paysage des certifications

- Ils concernent, en 2023, **217 007 candidats et 154 286 personnes certifiées.**
- **Un patrimoine de 256 titres professionnels** au 31 décembre 2022, régulièrement actualisés.
- Les titres professionnels couvrent **l'essentiel des domaines professionnels et différents niveaux de qualification.**

2. Les titres professionnels du ministère du travail dans le paysage des certifications

➤ Les spécificités du public

- **52 %** des titrés **sont demandeurs d'emploi** en 2023 ;
- **48 %** sont **salariés ou indépendants**.
- **60% des certifiés** en 2023 ont entre **26 et 49 ans** et **30% un-quart moins de 26 ans**. **10% ont 50 ans et plus**.

➤ Des résultats probants en matière d'insertion

- **Taux de réussite de 79 %** aux sessions d'examens.
- **67% des titrés** ont eu **accès à l'emploi** dans les 6 mois suivant la sortie de leur formation.



3. Encore des défis à relever

3. Encore des défis à relever

- Favoriser **la mise en correspondances entre certifications professionnelles proches** afin de rendre possible **une plus grande fluidité des parcours de formation et de certification.**
- Rendre les diplômes **attractifs** et faire en sorte que les jeunes et leurs familles puissent se les **approprier**, ce qui suppose un travail de communication, **et dans le meilleur des cas de communication conjointe.**
- **Une logique de complémentarité et de parcours personnalisé.**
- **Une accélération des besoins en nouvelles compétences** de la part des entreprises et une meilleure adéquation avec les besoins économiques.
- **Les incubateurs.**



Merci pour votre attention !